

## Bujumbura et le CNARED rejettent toute tentative de dialogue à Bruxelles

Deutsche Welle, 14.12.2016 Burundi : pas de rapprochement entre le gouvernement et l'opposition en exil La présence présumée de l'Ombudsman burundais Edouard Nduwimana à Bruxelles, où plusieurs opposants sont en exil, laisserait croire à l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et le CNARED. Ce n'est pas le cas. Selon une source que nous avons jointe au téléphone, Edouard Nduwimana, médiateur de la République du Burundi séjourne actuellement à Bruxelles, en Belgique.

Son déplacement se fait alors que les opposants réunis au sein du CNARED (Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et de l'État de droit) ont élu un nouveau représentant la facilitateur tanzanien Benjamin Mkapa, censé trouver une solution à la crise que traverse le pays depuis le troisième mandat confié par le chef de l'Etat burundais en 2015. Le CNARED, par la voix de son président Jean Minani, en exil à Bruxelles, rejette tout contact pris avec Edouard Nduwimana. "Il n'a aucune consultation entre le CNARED et le gouvernement. Si vous parlez du gouvernement de Bujumbura, il s'agit d'un gouvernement illégal et illégitime avec lequel nous ne pouvons pas faire des consultations secrètes. Il peut aller où il veut. Ce n'est pas le CNARED qui délivre des visas, mais il n'est pas question qu'on se rencontre avec cet homme", a indiqué l'opposant en exil. Le pouvoir nient toute tentative de dialogue. Le gouvernement burundais, de son côté, n'envisage aucun dialogue avec l'opposition hors du pays. Une démarche de l'Ombudsman, dans ce sens, ne serait pas favorisée par le pouvoir. "Il n'y a jamais eu de contacts entre le gouvernement et le CNARED. La position du gouvernement est la même. Le CNARED n'est pas une organisation reconnue par les lois au Burundi. L'Ombudsman est une institution autonome et je ne connais pas son agenda à Bruxelles. S'il est à Bruxelles, il peut y être pour autre chose", a affirmé Willy Nyamitwe, porte-parole du président burundais. Pour tenter de trouver une issue aux antagonismes au Burundi, la Communauté des États de l'Afrique de l'Est a mandaté Benjamin Mkapa. L'ancien président de la Tanzanie est cependant contesté par ceux qui lui reproche son parti pris en faveur du président Pierre Nkurunziza. La plateforme qui rassemble la quasi-totalité de l'opposition en exil est favorable à la nomination d'un facilitateur plus neutre.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});